

**COMMUNE D'OSANI  
20147****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 07 décembre 2024**

Nombre de membres

L'an deux mille vingt-quatre, le sept décembre à 14 h30, le  
Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni à Osani,  
sous la présidence de Gisèle Pan-Colonna, maire.

Afférents	en exercice	présents
7	7	5

Date de la convocation  
03 décembre 2024

Présents : Luciani Jean François,  
Alfonsi François,, Battesti Ugo  
Pieraggi Marie France

Représentés : Teillet Charles, Battini-Colonna Marc Ange,  
Absent :

Secrétaire : Jean François Luciani

Objet de la délibération : Opposition au projet de décret pour la réserve de Scandola soumis à enquête publique à compter du mois de janvier 2025.

La Maire expose au Conseil Municipal que la commune a été informée par les services de l'Etat lors d'une réunion en Mairie le 2 décembre 2024 du contenu du projet de décret sur la réserve de Scandola qui sera soumis à enquête publique à compter du mois de janvier 2025.

Elle rappelle que l'ancien décret de 1975, dont l'article 18 protégeait le droit à une « navigation libre » sur la totalité de la réserve, rendait impossible les mesures indispensables de régulation, en vue notamment d'y interdire le mouillage par ancre des navires, attentatoire aux herbiers de posidonie, et de maîtriser la fréquentation de cet espace, particulièrement au moment de la reproduction des balbuzards.

La commune a donc souhaité depuis de très nombreuses années qu'une révision du décret soit prise en ce sens. Elle s'est associée aux travaux menés en vue de sa mise en œuvre.

Le projet présenté aujourd'hui par l'Etat est d'une toute autre nature. Il consiste notamment à interdire toute navigation dans la partie centrale de la réserve (zone de protection intégrale), située au droit de l'île de Gàrgalu et de la pointe Palazzu.

Madame la Maire propose au Conseil municipal de refuser ce changement d'objectif qui consiste à passer d'un projet de régulation, largement concerté, dont les gestionnaires et les usagers avaient anticipé les conséquences grâce au travail de concertation mené par l'Office de l'Environnement de la Corse et le Parc Naturel Régional de Corse, avec la participation des services de l'Etat et de la commune d'Osani, à un nouveau projet, totalement différent, d'interdiction totale de fréquentation dans la zone centrale de la réserve.

A l'heure où tous les projets de protection et d'aménagement sont élaborés en co-construction avec les acteurs et les usagers, ce changement brutal et radical est inacceptable. Il n'a jamais été proposé durant toutes les années de débat autour de l'avenir de la réserve.

La première conséquence de ce changement sera l'interdiction de toute navigation dans la passe de Gargalo, espace abrité indispensable à la sécurité de la navigation dans cette zone très fréquentée, qui devient rapidement très agitée en période ventée, par vent d'ouest et de Sud-Ouest (libecciu), , et par vent de Nord-Ouest à nord-est (tramuntana). Dans ce secteur très agité, éloigné de tous les abris sûrs en cas d'arrivée soudaine de tempêtes liées à des grains orageux, événement récurrent en été, interdire aux navires la possibilité d'un refuge est une décision potentiellement génératrice de catastrophes humaines. Et cela sans compter les événements exceptionnels, comme l'épisode météorologique ayant causé la catastrophe naturelle du 18 août 2022 avec des vents pouvant atteindre 220 km/h, sans que les services de la météorologie nationale n'aient pu le prévoir. Or ces événements sont appelés à se reproduire de plus en plus fréquemment en raison du réchauffement climatique.

La seconde conséquence est la remise en cause des activités économiques actuelles, principalement la pêche professionnelle artisanale et les promenades en mer, qui sont un apport essentiel pour toute la région qui va d'Ajacciu à la Balagne. Cet impact n'est pas supportable par l'économie locale et est rejeté par la population de la commune et de toute la microrégion.

Le Conseil Municipal, ayant pris connaissance des informations apportées par Madame la Maire :

- S'insurge contre le projet présenté par l'Etat alors que la Commune a participé à toutes les concertations préalables sans qu'il n'ait jamais été évoqué ;
- Rejette l'interdiction totale de navigation dans la zone centrale de la réserve proposée par le projet de décret, dont l'effet sera d'impacter l'économie locale et de mettre en péril la navigation dans le secteur ;
- Demande à Madame le Maire de faire état de cette position lors de l'enquête publique qui s'ouvre ;
- Apporte son soutien à ceux qui s'opposeront à l'adoption du décret dans sa rédaction actuelle.
- Confirme la position de la commune d'Osani pour renforcer la protection de la réserve par une interdiction totale du mouillage et par un mécanisme de régulation permettant de limiter et de contrôler la fréquentation de la réserve, et aussi de préserver les zones de quiétude autour des nids de balbuzards occupés.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

COPIE CONFORME



9/12/24